

Communiqué de presse - 21.09.2018

POLITIKOS

Des modalités de financements hors norme

Nous, **Films en Bretagne** (Union des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel de Bretagne), le **Collectif des festivals** (Association régionale rassemblant les signataires de la Charte des festivals engagés pour le développement durable et solidaire en Bretagne), et l'**ARBRE** (Association des auteur-e-s et réalisateur-trice-s de Bretagne), avons récemment découvert par voie de presse l'implantation rennaise de Politikos, Festival international du film politique.

Dans le même temps, nous apprenions que Politikos – événement d'une durée de 4 jours – allait bénéficier d'un important soutien financier de la part de trois collectivités : 190 000 € de la Région Bretagne, 100 000 € de Rennes Métropole et 30 000 € du Département Ille-et-Vilaine. Un soutien de 30 000 € la DRAC de Bretagne viendrait par ailleurs s'y ajouter.

Soit un total de 350 000 € de financements publics.

Si Politikos (dont l'idée a germé il y a moins d'un an) est présenté comme une opportunité à saisir dans un contexte fortement concurrentiel entre régions ; et si par ailleurs ses financements n'altèrent pas les fonds alloués à la culture, puisque issus d'enveloppes "communication" et/ou "attractivité du territoire", **les méthodes de soutiens comme les montants attribués viennent dangereusement fragiliser le travail de co-construction mené sur le long terme avec les structures culturelles et associatives en Bretagne.**

Nos structures ne mènent pas une "fronde" contre le Festival Politikos.

Elles s'interrogent ici précisément sur les modalités d'attribution des financements publics dont Politikos a bénéficié de la part des collectivités. Nous ne les estimons ni cohérentes à l'aune d'un contexte de forte restriction budgétaire, ni équitables à l'aune des règles qui

guident la décision politique dans laquelle elles s'inscrivent. Rappelons que **les festivals n'étaient jusqu'ici jamais soutenus sur une première édition, devant faire preuve de l'intérêt de leur projet et des liens créés avec les publics.**

Alors que toutes les structures culturelles et associatives qui maillent le territoire breton rencontrent de plus en plus de difficultés à développer leurs actions et pérenniser les emplois créés au motif d'une nécessaire diminution de la dépense publique, leurs bénévoles et salarié-e-s – qui œuvrent à l'année et auprès de tous les publics de la région – ainsi que les professionnel-le-s des secteurs culturels s'indignent face à cette flagrante iniquité de l'accès à l'argent public, autant qu'ils s'en inquiètent.

L'inquiétude est partagée bien au-delà de la Bretagne, notamment par de nombreux organisateurs de festivals de cinéma en France, constatant l'éclosion de ce nouveau type de manifestations "clefs en main" qui s'implante dans différentes villes* – au risque d'une marchandisation de la culture – et pour lesquelles des soutiens financiers importants sont d'emblée mobilisés à tous les échelons territoriaux, alors même que l'Etat, à travers le CNC**, a demandé aux festivals de présenter des budgets 2018 à moins 5% voire moins 10%.

Nous appelons les élu-e-s à la plus grande vigilance et soulignons qu'il restera difficile de réconcilier les citoyens avec la politique – credo de Politikos – tant que l'exercice du pouvoir apparaîtra aussi incohérent et inégalitaire que dans le cas présent.

Films en Bretagne :

- **Les auteur-e-s et réalisateur-trice-s** (73 adhérent-e-s),
- **Les sociétés de production** (18 adhérentes),
- **Les structures de diffusion et de médiation culturelle** (26 adhérentes),
- **Les technicien-ne-s, artistes interprètes, et collaborateur-trice-s de création** (87 adhérent-e-s),

Le Collectif des festivals (31 adhérents),

L'Arbre (41 adhérent-e-s).

* Deux autres festivals de films politiques ont par ailleurs vu le jour à Porto-Vecchio et Carcassonne.

** Centre national de la cinématographie et de l'image animée.